

L'histoire du communisme à l'épreuve des archives russes

Autor(en): **Wolikow, Serge**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **2 (1995)**

Heft 3

PDF erstellt am: **28.04.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-8118>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'HISTOIRE DU COMMUNISME À L'ÉPREUVE DES ARCHIVES RUSSES

SERGE WOLIKOW

La possibilité d'accéder brusquement aux archives russes, aussi variées que massives, présente un côté spectaculaire: vont-elles dévoiler les secrets d'un régime dont l'effondrement surprend encore? L'ouverture d'archives restées jusqu'alors obstinément closes interroge le travail historique, ses sources, ses méthodes et donc sa nature. Ces archives sont au cœur de l'activité historique, non comme un continent perdu dont l'historien serait le découvreur ou l'explorateur mais comme une ressource qu'il exploite et qu'il produit. L'historien invente l'archive dans la mesure où il met en valeur sa richesse, sa diversité et ses différents sens possibles. L'écriture de l'histoire, comme savoir critique et scientifique, suppose une appropriation des archives, convoquées et interrogées, mais elle implique également un dialogue avec elles dans la mesure où ces archives obéissent à des logiques, des ruses qu'il lui faut mettre au jour.

Ces archives, outre leur variété qu'on évoquera plus loin, ont en commun de parler du communisme et par là même d'inciter au renouvellement de son histoire.

Partie prenante de l'histoire contemporaine, l'histoire du communisme en partage les forces et les faiblesses en étant particulièrement sensible aux conjonctures idéologiques et culturelles. Même si elle concerne en partie des époques pour lesquelles il n'existe plus d'acteurs ou de témoins vivants, les réalités qu'elle étudie restent associées à des enjeux plus actuels dans certains pays européens, telle la France, que dans d'autres où le communisme n'a jamais nationalement eu un poids politique important.

L'interpellation du présent, très forte, alimente la curiosité mais induit une demande souvent instrumentalisatrice. Le nationalisme, le communisme, le socialisme ou encore le syndicalisme et l'internationalisme sont ainsi des phénomènes socio-politiques qui conservent une résonance actuelle à laquelle le travail historique ne peut entièrement échapper. Comment éviter une sorte de retour vers une histoire téléologique à l'heure où les idéologies politiques du mouvement ouvrier sont remises en question? L'histoire linéaire, longtemps dominée par un évolutionnisme optimiste, ne revient-elle pas en force sous la ■ 19

forme du modèle inversé d'une histoire dominée par la recherche des sources originelles de l'échec final contemporain? Dès lors, les archives du communisme, exhumées à Moscou, auraient pour fonction de légitimer son enterrement!

PROBLÈMES D'EXPLOITATION

Ces interrogations générales, suscitées par l'irruption de ces archives sur la scène publique doivent être complétées par une analyse des problèmes que soulève leur exploitation eu égard à leur nature spécifique. L'ouverture des archives du Komintern, au même titre que celle d'autres archives conservées en Russie, constitue à l'évidence un événement dont on a plus ressenti la portée politique que scientifique. Cette ouverture a suscité un intérêt très large à la suite d'une forte médiatisation qui n'a pas cessé. L'abondante production journalistique consacrée aux archives de l'Internationale communiste peut être lue comme un regain d'intérêt pour l'histoire. En France, des quotidiens, comme *Libération*, le *Figaro*, *Le Monde* ou *La Croix*, des hebdomadaires comme *Le Nouvel Observateur* ou *Vendredi*, des revues comme *Politis* ont, chacun à leur manière, fait une large place aux nouvelles archives russes.¹ C'est durant l'année 1993 que la médiatisation a atteint son apogée avec bien souvent une dimension sensationnaliste. Des journalistes, voire des historiens, ont prétendu livrer des révélations dont l'écho était relayé par les médias audiovisuels. Ainsi Thierry Wolton, dans son ouvrage «Le grand Recrutement», lançant des révélations sur l'engagement d'hommes politiques par les services secrets soviétiques, affirmait que des dirigeants politiques de la Résistance, tel Pierre Cot, étaient dans les mains des services soviétiques de renseignement.² Depuis, une équipe d'historiens associant notamment Serge Bernstein, Robert Frank et Sabine Jansen ont entrepris un examen systématique des sources et des arguments avancés par le journaliste avant de conclure à l'inverse sur le cas de Pierre Cot.³ Certains historiens comme Stéphane Courtois ont multiplié les déclarations sur la nécessité de réviser toute l'histoire du communisme en fonction des archives.

Que signifie cette médiatisation si ce n'est d'abord l'expression d'une forte sensibilité pour tout ce qui est lié à l'effondrement des systèmes politiques communistes? La brutalité et l'ampleur de leur implosion ont nourri une volonté de savoir alimentée opportunément par les archives russes fonctionnant comme une instance de légitimation de toute information. Cette dimension idéologique de l'accès aux archives a été renforcée par la situation politique russe qui a fait de la question des archives un enjeu symbolique du nationalisme russe. C'est au nom de la défense du patrimoine et des intérêts de l'État que des dispositions

20 ■ restrictives ont été prises par la Douma et le gouvernement en 1994 concernant

la consultation de certains documents du Komintern tels que les télégrammes chiffrés qui, à partir des années trente, permettaient des liaisons rapides avec les sections nationales. En fait, ces mesures restrictives concernaient bien plus largement tout ce qui était considéré comme un patrimoine inaliénable, même s'il avait été acquis dans les conditions des pillages divers qui ont accompagné la seconde guerre mondiale. Ainsi les archives dites spéciales, regroupant des archives confisquées aux Allemands en 1945, sont constituées de documents saisis par les autorités allemandes en 1940 lors de l'occupation des divers pays européens. Une part seulement a été restituée aux autorités françaises à l'issue de négociations qui, aujourd'hui, sont bloquées en raison des décisions prises par la Douma et le gouvernement russe. Ces dispositions ont surtout frappé l'opinion publique internationale dans la mesure où elles concernaient les œuvres d'art mais c'est au niveau des archives qu'elles ont eu l'impact le plus fort puisqu'elles ont redonné à la question des archives une dimension directement politique qui, après 1991, avait largement disparu.

Pour que le tapage médiatique ne dissimule pas le retentissement scientifique suscité par ces archives russes il convient de séparer les deux registres afin, non de les isoler radicalement, ce qui est impossible, mais de les distinguer suffisamment pour sérier les problèmes qu'ils posent. Ainsi faut-il dépasser, ou tout au moins relativiser, les déclarations retentissantes assorties de révélations distillées dans la presse internationale ou française. Sortir tel ou tel document, présenté comme une preuve ou une réponse aux interrogations des historiens, ou annoncer la révision générale de tous les travaux consacrés à l'histoire du communisme sont des propos dont le caractère péremptoire ne sert pas la recherche historique qui ne peut être pilotée ainsi en exploitant la curiosité légitime de tous ceux pour lesquels, aujourd'hui encore, l'histoire du communisme entretient un rapport étroit avec celle de la gauche. La résonance actuelle de l'ouverture de ces archives confirme bien la portée de l'événement sur laquelle il faut brièvement revenir pour mieux dégager ensuite les possibilités ouvertes à l'étude historique.

Les conditions politiques dans lesquelles elles sont devenues accessibles ont dessiné un contexte qui globalement persiste aujourd'hui en dépit des récentes rectifications déjà évoquées. Le processus d'ouverture, timidement amorcé à la fin des années 80, s'est accéléré brutalement en 1991, au gré des événements politiques. La rétention de ces archives avait partie liée avec l'idéologie fondatrice du pouvoir soviétique. L'histoire du communisme était constitutive de sa légitimité. Nécessairement officielle, elle était encore associée à ses tentatives de pérennisation réformatrices. La fin de l'URSS, l'effondrement du système soviétique basé sur l'omnipotence du parti a entraîné, d'un seul coup, le changement de nature des archives du Komintern, du moins pour les Russes. ■ 21

Alors même que les archives de l'État soviétique, celles de sa diplomatie et surtout celles de ses organismes de répression, tels le NKVD et le KGB, s'ouvraient difficilement, celles du Parti communiste russe, du Komintern et à un moindre titre celles du Kominform devenaient accessibles aux chercheurs russes et étrangers. Ces documents appartenaient jusqu'alors à l'Institut du marxisme léninisme qui en assurait le catalogage et la garde tout en interdisant la consultation aux historiens. Ces archives sont, depuis 1991, gérées par le Centre russe pour la conservation et l'étude de la documentation du XXe siècle de Moscou (CRCEDHC) qui, dans la mesure de ses moyens, s'efforce de les rendre accessibles. Mais il y a, par ailleurs, de nombreux dépôts d'archives: outre les archives d'État qui regroupent au plan national et régional les documents des grandes administrations publiques, bien d'autres lieux dispersés rassemblent les archives des services secrets et de la police politique, de la diplomatie, mais aussi celles de la direction du Parti communiste soviétique et du gouvernement. Ces dernières, dites archives présidentielles sont, au même titre que les documents des services secrets, d'un accès très difficile pour tous les chercheurs qu'ils soient russes ou non dès lors qu'ils ne bénéficient pas d'un privilège acquis d'une manière ou d'une autre. Si, malgré tout, les archives du communisme et du mouvement ouvrier restent dans l'ensemble beaucoup plus accessibles que celles des sommets de l'État, dans l'ensemble fermées aux chercheurs, c'est que, dans le premier cas, il fallait marquer la rupture idéologique tandis que, dans le second, il s'agissait de gérer sinon de revendiquer la continuité de l'État.

Les conditions précipitées de l'ouverture des archives, après l'été 1991, favorisèrent, ici ou là, divers projets, notamment ceux d'universités américaines, visant à obtenir l'exclusivité de la publication sinon de la consultation d'archives. Les institutions scientifiques russes, tel le CRCEDHC, ont réussi, non sans difficultés, à préserver et à développer la consultation de ces archives en s'appuyant sur la collaboration de divers chercheurs et institutions scientifiques étrangères. Aujourd'hui plusieurs projets de coopération, impliquant notamment les historiens français, suisses, belges, néerlandais et italiens, sont en cours de réalisation. À titre d'exemple on peut citer le colloque international qui s'est tenu à Moscou les 25 et 26 octobre 1994, la préparation du dictionnaire des Kominterniens associant chercheurs russes, suisses, belges et français ou la publication par l'Institut Feltrinelli des archives du Kominform.⁴

Au début, la portée scientifique de ces archives n'est pas apparue dans sa spécificité en raison de l'enthousiasme bien compréhensible des historiens, russes ou non, sensibles avant tout à l'imposante masse d'archives auxquelles ils n'avaient pas, jusqu'alors, eu accès. S'il est nécessaire d'insister sur l'ampleur

penser qu'elles induisent une révolution documentaire bouleversant toutes les analyses antérieures? Nous ne le pensons pas car le terme évoque inévitablement destruction, révision générale, rupture fondamentale, etc. Quand les historiens accèdent à ces archives du Komintern il ne s'agit pas, pour eux, d'une découverte au sens où Colomb a découvert l'Amérique en croyant arriver aux Indes! Des historiens avaient, dans de nombreux pays, commencé d'étudier l'histoire du communisme, de sa naissance jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale en s'appuyant partiellement sur les archives récupérées par les partis communistes dans les années 70 ou 80. José Gotovitch par exemple pour la Belgique, Brigitte Studer pour la Suisse ou moi-même à propos des relations entre le PCF et l'Internationale Communiste durant les années 20 et 30.⁵ On peut également citer le travail encyclopédique d'Aldo Agosti qui, durant la décennie 1973–1983, a publié une volumineuse histoire documentaire du Komintern à partir de toute la production idéologique imprimée.⁶ Il a récemment montré comment tout ce travail avait permis d'élaborer un questionnement désormais très utile pour interroger les archives du Komintern. De plus, des fonds d'archives particuliers, notamment ceux de certains dirigeants du parti bolchevik ou du Komintern, tels Trotski ou Humbert-Droz, ont également suscité divers travaux scientifiques importants dans la dernière décennie que ce soient ceux de Pierre Broué ou ceux dirigés par Siegfried Bahne pour la publication des archives d'Humbert-Droz.⁷ Enfin il faut rappeler que vers le milieu des années 60 une tentative de libéralisation avait permis d'amorcer une première bien que timide publication de quelques documents du PCUS et du Komintern dans les revues d'histoire soviétique. Ce mouvement, interrompu pendant 20 ans, reprit avec beaucoup plus d'ampleur à la fin des années 80, au temps de la pérestroïka. Les archives du Komintern, tout en étant globalement très mal connues, étaient attendues par les historiens spécialistes du mouvement communiste même s'ils n'en avaient jamais eu directement connaissance dans leur globalité.

DES PROBLÈMES D'ÉPISTÉMOLOGIE ET DE MÉTHODE FACE AUX ARCHIVES

Parmi les multiples archives russes, celles du Komintern et du Kominform sont plus que les autres intéressantes pour tous les chercheurs qui, dans le monde, étudient l'histoire du communisme. Ces archives recèlent en effet une documentation exceptionnelle sur le mouvement ouvrier de nombreux pays dans les archives desquels ne figurent aucun document de ce type. Sans entrer dans le détail d'une documentation encore mal connue en dépit des inventaires précis établis par les archivistes soviétiques, celle-ci est d'une exceptionnelle

richesse dans la mesure où elle rassemble d'abord tout ce qui concernait l'activité du centre: secrétariats, Présidium, Comité exécutif, Congrès, commissions par grandes régions du monde. Elle regroupe également des fonds spécifiques aux partis communistes de chaque pays. La présence de ces deux dimensions, internationales et nationales, constitue une ressource sans pareille pour l'historien du communisme toujours confronté à cette articulation.

Les archives du Komintern offrent ainsi la possibilité d'un nouveau développement de l'histoire du communisme mais elles représentent aussi une mise à l'épreuve de l'histoire politique contemporaine.⁸ En fait leur impact dépend de l'historiographie existante.

Le cas français est éclairant de ce point de vue. Depuis une trentaine d'années les références au communisme sont multiples dans les travaux de sciences humaines et sociales. En sciences politiques, l'analyse et l'étude des partis politiques avait, dans les années 60 et 70, à la suite des écrits de Maurice Duverger, multiplié les études sur le Parti Communiste Français, son électorat, son mode d'organisation, sa doctrine. Son poids politique en France, la stabilité de son influence étaient autant de facteurs explicatifs à ces références nombreuses dans les recherches de sciences politiques. En revanche, la recherche historique proprement dite, dominée par les travaux d'histoire sociale et le souci de la longue durée, négligeait l'histoire politique considérée comme le refuge des méthodes traditionnelles et de l'histoire purement événementielle. De fait, l'histoire du communisme en France fut, jusque dans les années 60, dominée par des études à caractère essentiellement idéologique, au service du parti ou, à l'opposé, au service des officines qui combattaient son influence. À l'inverse d'une histoire politique qui, faute d'archives et d'une méthode critique du discours politique, paraissait stagnante, s'est développée une approche socio-historique du communisme soucieuse de l'enracinement organisationnel, du militantisme local, dans la ville ou l'entreprise. Ces historiens, préoccupés du communisme des banlieues, des écoles du parti ou des manifestations, ont en revanche peu d'intérêt pour sa stratégie et son activité politique générale. Ainsi l'histoire du communisme n'échappe pas en France au débat entre histoire sociale et histoire politique. Ces dernières années, le renouveau de l'histoire politique l'a également atteint puisqu'à côté des approches anthropologiques ou sociologiques du communisme français sont apparues des recherches attentives aux idéologies politiques, aux stratégies et aux activités des groupes dirigeants. Il reste que cette histoire politique, réactivée par l'accès aux archives du Komintern, est parcourue aussi bien par des débats méthodologiques que théoriques: la masse documentaire accessible soulève les questions épistémologiques et théoriques de l'histoire politique à travers le

Un domaine archivistique tel que celui du Komintern ressemble à un immense chantier archéologique que l'on peut fouiller de manière très différente. Une exploration rapide et ciblée recherchant des objets rares et des documents uniques risque de négliger les soubassements et les vestiges les plus typiques, mais considérés comme banals parce que trop nombreux. Il en va un peu de même pour la vaste documentation des différents partis communistes, celle des organismes centraux du Komintern ainsi que celle des diverses organisations associées, syndicales, sportives, humanitaires, culturelles, etc. Les archives du Komintern fournissent aux historiens un immense gisement d'informations mais il serait illusoire de croire que celles-ci sont d'accès facile. Il s'agit en effet bien souvent de longs rapports élaborés pour les différents organismes, des discussions qui les suivent, de la correspondance entre les sections nationales et le centre, de multiples documents de travail préparatoires aux rapports de synthèse ou aux prises de décision des organismes de direction. Dans ces conditions, évaluer et exploiter les informations que recèle toute cette documentation suppose un travail considérable si l'on veut éviter l'écrémage superficiel qui revient à isoler quelques documents jugés seuls intéressants parce que liés à des décisions importantes, alors même que d'autres documents, dont la masse est beaucoup plus importante, sont négligés parce qu'ils supposent une longue et patiente analyse.

Dès maintenant des historiens de diverses nationalités ont commencé à étudier ces archives dans le prolongement de recherches qu'ils avaient déjà engagées. En fait, l'intérêt pour ces archives et leur mode de lecture dépendent d'abord des orientations comme des hypothèses de recherche dont les différents historiens sont porteurs. Dans le cas français l'historiographie du communisme, à la fois marquée par l'importance politique nationale du phénomène et la relative sous-estimation des facteurs internationaux, n'était que partiellement préparée à utiliser les nouvelles archives. Mais l'ampleur et la diversité de la documentation permettent de lancer des recherches jusqu'alors pratiquement impossibles: par exemple sur l'élaboration des orientations politiques voire la prise de certaines décisions – mais sur ce point il faudrait également accéder aux archives de l'État soviétique, celles de sa diplomatie notamment, ce qui est encore très difficile. On peut aujourd'hui également travailler sur le personnel militant, celui des cadres des différentes organisations internationales grâce aux dossiers biographiques – c'est le sens d'un projet comme celui du dictionnaire des kominterniens – ou encore envisager des études comparatives portant sur les différents partis communistes européens.

Il reste que la masse même des archives et leur hétérogénéité soulèvent de nombreux problèmes scientifiques. Je me contenterai d'en évoquer quelques-uns à titre d'exemple. La documentation est très lourde parce qu'elle est souvent ■ 25

constituée d'un grand nombre de versions des textes officiels, textes intermédiaires, projets remaniés, esquisses, etc. Dans ce cas, l'exploitation de ces documents suppose une connaissance précise des textes imprimés et publiés dans l'abondante presse du Komintern. Il en va de même des discussions dont les sténogrammes, très précieux, nous restituent la teneur mais dont le décryptage est rendu complexe par la stalinisation de toute l'organisation à partir de 1929. La correspondance échangée entre le centre moscovite et les sections ou organisations nationales est immense mais n'est utilisable que par un croisement avec les autres documents. Enfin, les liens grandissants, mais souvent opaques dans la documentation du Komintern, avec la politique de l'État soviétique et sa direction, imposent la recherche de certaines raisons ultimes d'une décision ou d'un infléchissement tactique, et donc le recours aux archives gouvernementales et des différents services de l'État. La possibilité pour certains chercheurs russes d'accéder aux archives dites présidentielles permet par exemple d'apporter des éclairages décisifs sur les prises de position de Staline à l'égard de l'Europe occidentale durant la Deuxième Guerre mondiale et les premières années de la Guerre froide. Le réalisme politique du secrétaire général, son souci prioritaire des intérêts russes apparaissent clairement ainsi que l'abandon de toutes perspectives révolutionnaires dans les pays laissés à la sphère d'influence anglo-américaine.

Avec ces archives les historiens du mouvement ouvrier ont la possibilité de recentrer les recherches sur l'activité politique en tant que telle. La richesse de ces archives leur impose, tant au plan méthodologique que théorique, un effort de rigueur et d'ambition scientifique. La possibilité existe de développer un travail historique qui intègre les problématiques de l'histoire sociale, de l'analyse du discours, de l'étude des représentations ou de la biographie collective. Ces problématiques sont exigeantes en terme de travail et d'investigation et me semblent plus fructueuses que des démarches uniquement centrées sur l'exploitation rapide de tel ou tel document jugé croustillant par rapport à des débats idéologiques ou politiques contemporains. On commence bien sûr à en savoir plus sur des décisions importantes du Komintern ou de ses sections, que ce soit concernant la question allemande, espagnole ou française, à propos du front populaire ou du pacte germano-soviétique. Aucun historien ne dédaigne cet aspect des choses, mais au plan scientifique il me semble que ces archives sont bien plus que de simples documents complémentaires. Elles peuvent fournir la matière à des recherches beaucoup plus amples qui permettent notamment de réfléchir sur la cohérence et les contradictions de la culture politique du Komintern. Pour ce faire, la réflexion sur le communisme, loin d'être dépassée, retrouve de l'actualité et participe de l'effort théorique nécessaire pour renou-

Notes

- 1 *Libération*, 22 juin 1993 (F. Bonnet, «PCF, les révisions venues des archives de Moscou»), mais aussi *Libération*, 23 décembre 1994 (Annette Lévy-Willard et B. Vallaeys, «À Dijon, des historiens s'interrogent sur les conséquences de l'ouverture des archives de Moscou»); *Le Monde*, 17 octobre 1992 (Michel Tatu, «La guerre des archives en Russie»), et le 2 mars 1994 (Laurent Greilsamer, «Russie: des archives en or»); *Le Nouvel Observateur*, 15–21 juillet 1993 (Roger Martelli, Guillaume Bourgeois, «Nazis-PCF: maintenant on sait tout!»); *Vendredi*, 22 octobre 1993 (Stéphane Courtois, «Les archives de l'Internationale communiste»).
- 2 Paris 1993.
- 3 On peut sur ce point se reporter aux numéros de la revue *L'Histoire*, d'avril à juin 1995.
- 4 G. Procacci (éd.), *The Cominform. Minutes of the Three Conferences 1947/1948/1949*, Milan 1994.
- 5 José Gotovitch, *Du rouge au tricolore. Les Communistes belges de 1939 à 1944. Un aspect de l'histoire de la Résistance en Belgique*, Bruxelles 1992; Brigitte Studer, *Un parti sous influence. Le Parti communiste suisse, une section du Komintern, 1931 à 1939*, Lausanne 1994.
- 6 Aldo Agosti, *La Terza Internazionale. Storia documentaria*, Rome 1974–1982, 6 vol.
- 7 Pierre Broué, *Trotsky*, Paris 1988 et du même auteur, «Les archives Trotsky», communication au Colloque de Dijon, décembre 1994 (à paraître).— Voir les trois volumes des Archives Humbert-Droz: *Archives de Jules Humbert-Droz: Origines et débuts des partis communistes des pays latins, 1919–1923*, Dordrecht 1970; *Archives de Jules Humbert-Droz: Les partis communistes des pays latins et l'Internationale communiste dans les années 1923–1927*, Dordrecht 1983 et *Archives de Jules Humbert-Droz: Les partis communistes et l'Internationale communiste dans les années 1928–1932*, Dordrecht, Boston, London 1988.
- 8 Deux livres récents expriment bien les réflexions et les nouvelles synthèses à propos de l'histoire du communisme en France. Roger Martelli, *Le rouge et le bleu. Essai sur le communisme dans l'histoire française*, Paris 1995; Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti communiste français*, Paris 1995.

ZUSAMMENFASSUNG**DIE GESCHICHTE DES KOMMUNISMUS AUF DEM PRÜFSTAND NACH DER ÖFFNUNG DER ARCHIVE**

Die Öffnung der russischen Archive hat ein erneutes Interesse an der Geschichte des Kommunismus geweckt. Dem sollte die Erneuerung der Geschichtsschreibung des Kommunismus folgen. Als Teil der Zeitgeschichte partizipiert die Geschichte des Kommunismus auch an deren Stärken und Schwächen, indem sie sich für ideologische und kulturelle Wetterlagen anfällig zeigt. Obwohl sie meist von einer Zeit spricht, deren Protagonistinnen und direkte Zeugen verschwunden sind, bleiben die von ihr untersuchten Realitäten in manchen Ländern Europas mit aktuellen Auseinandersetzungen verbunden. Dieser starke ■ 27

Aktualitätsbezug fördert zwar das Interesse, induziert aber oft auch eine instrumentalisierende Nachfrage. Wie indes kann eine gewisse Rückkehr zu einer teleologischen Geschichtsschreibung verhindert werden, nun, da die politische Ideologie der Arbeiterbewegung in Frage gestellt wird? Kommt da nicht eine lineare, lange durch einen optimistischen Evolutionismus geprägte Auffassung von Geschichte zurück – in der Form des umgekehrten Modells einer durch die Suche nach den Ursachen des letztlichen Scheiterns geleiteten Geschichtsschreibung? Für manche scheinen die in Moskau ausgegrabenen Archive des Kommunismus einzig die Funktion zu haben, seine Beerdigung zu legitimieren!

Die Öffnung des Kominternarchivs und der andern Archive in Russland wurde mehr in ihrer politischen Bedeutung als in ihrer wissenschaftlichen wahrgenommen und hat aufgrund des starken Medieninteresses grosses Echo in der Öffentlichkeit gefunden. Dieses Medieninteresse ist Zeichen einer ausgeprägten Sensibilität für alles, was mit dem Zusammenbruch des kommunistischen Systems verbunden ist. Die Gewalt und das Ausmass seiner Implosion haben einen Erklärungsbedarf geschaffen und die Archive sollen nun als Legitimation für die diversesten Erklärungen dienen. Diese ideologische Dimension des Gebrauchs der Archive wurde noch durch die politische Lage in Russland verstärkt, die die Frage der Archive zu einer Angelegenheit des russischen Nationalismus machte.

Das Kominternarchiv ermöglicht somit eine Neuentwicklung der Geschichte des Kommunismus, es fordert indessen auch die politische Zeitgeschichte heraus. Dank dieses Archivs sollten die Historikerinnen und Historiker der Arbeiterbewegung ihre Forschung wieder vermehrt auf die politische Aktivität als solche zentrieren können. (Dies bedeutete insbesondere für die französische Historiographie einen Perspektivenwechsel.)

Der Reichtum des Kominternarchivs stellt sowohl auf der methodologischen wie auf der theoretischen Ebene grosse Anforderungen an die wissenschaftliche Exaktheit und Redlichkeit. Es sollte möglich sein, Problematiken der Sozialgeschichte, der Diskursanalyse, des Studiums von Vorstellungswelten und der Kollektivbiographie zu integrieren. Diese Archive bieten mehr als zusätzliche Quellen; sie können das Material für weitergehende Recherchen liefern, insbesondere über die politische Kultur der Komintern. Weit entfernt davon, überholt zu sein, gewinnt die Reflexion über den Kommunismus an Aktualität und partizipiert am notwendigen Projekt der Erneuerung der politischen Geschichte.

(Übersetzung: Brigitte Studer)